



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Mainframe & Business Software Procurement Division /
Div des achats des ordi principaux et des logiciels de
gestion

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Solution pour le rendement et la No	
Solicitation No. - N° de l'invitation K4A20-190925/A	Date 2018-12-21
Client Reference No. - N° de référence du client K4A20-190925	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$EEM-011-34433
File No. - N° de dossier 011eem.K4A20-190925	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-01-21	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Labossière, Jean-Claude	Buyer Id - Id de l'acheteur 011eem
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-7359 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

POUR

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)

Solution

pour le

Système de tarification fondé sur le rendement (STFR)

et la

Norme sur les combustibles propres (NCP)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – OBJET ET CONTEXTE	4
1. Objets de la demande de renseignements (DDR).....	4
2. But du projet	5
3. Contexte du projet.....	5
3.1. Contexte du STFR	5
3.2. Contexte de la NCP	8
4. Résumé du projet.....	9
5. Portée envisagée.....	9
5.1. Portée envisagée du STFR.....	10
5.2. Portée envisagée de la NCP	11
5.3. Autres programmes	<u>12</u>
6. Calendrier du projet.....	13
PARTIE 2 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	14
7. Nature de la demande de renseignements	14
8. Nature et format des réponses demandées.....	14
9. Coûts associés aux réponses.....	14
10. Traitement des réponses	14
11. Contenu de la présente DDR.....	15
12. Format des réponses.....	15
13. Demande de renseignements	16
14. Présentation des réponses.....	16
PARTIE 3 – QUESTIONS À L'INDUSTRIE.....	17
PARTIE 4 – ANNEXES	<u>28</u>

Annexe A – Exigences de haut niveau du STFR (ébauche).....	<u>28</u>
Objectifs :	<u>28</u>
Portée :	<u>28</u>
Rôles dans l'interaction avec le système de suivi de la conformité :	<u>29</u>
Services opérationnels à l'appui du système de suivi de la conformité	<u>29</u>
Émission des crédits.....	<u>30</u>
Suivi des crédits.....	<u>30</u>
Gestion de l'obligation de conformité	<u>30</u>
Production de rapports et registre public.....	<u>32</u>
Gestion des comptes.....	<u>32</u>
Glossaire des termes du STFR	<u>34</u>
Annexe B – Exigences de haut niveau de la NCP (ébauche)	<u>37</u>
Objectifs :	<u>37</u>
Utilisateurs du système.....	<u>37</u>
Services opérationnels fournis par le système	<u>38</u>
Enregistrement	<u>38</u>
Production de rapports.....	<u>39</u>
Émission de crédits	<u>39</u>
Suivi des opérations de crédit.....	<u>40</u>
Gestion de l'obligation de conformité	<u>40</u>
Accès du public au registre	<u>41</u>
Gestion des comptes.....	<u>41</u>
Glossaire des termes du NCP	<u>43</u>

PARTIE 1 – OBJET ET CONTEXTE

1. Objets de la demande de renseignements (DDR)

Le but de la présente demande de renseignements est d'aviser l'industrie et d'autres intervenants que le gouvernement du Canada a l'intention d'amorcer un processus d'approvisionnement afin de retenir les services d'un seul entrepreneur pour fournir et mettre en œuvre un **système de suivi** à l'appui du Système de tarification fondé sur le rendement (STFR) et un **registre** de la Norme sur les combustibles propres (NCP) d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). La solution intégrée doit également pouvoir répondre aux besoins de création de crédits et de programmes d'échange d'ECCC, si la réglementation le permet. La présente demande de renseignements (DDR) fournit également un préavis des exigences opérationnelles de haut niveau et donne à l'industrie la possibilité de formuler des commentaires écrits sur les exigences et la stratégie d'approvisionnement.

Cela signifie que l'entrepreneur doit :

- élaborer, mettre en œuvre, exploiter, soutenir et mettre à jour la solution comme demandé;
- configurer et personnaliser la solution en fonction des besoins opérationnels et techniques du client;
- maintenir et mettre à jour la solution en temps opportun avec les mises à jour disponibles, et toute autre amélioration et innovation disponibles, en fournissant les services de solution les plus robustes qui soient;
- acquérir les licences nécessaires pour héberger la solution destinée à l'usage du Canada;
- fournir des services de transmission et d'hébergement de données comme demandé;
- fournir au Canada l'accès à la solution et son utilisation;
- élaborer et fournir une formation pratique existante et personnalisée aux spécialistes et aux utilisateurs clients d'ECCC et aux documents de formation qu'ECCC peut utiliser pour appuyer la formation des utilisateurs finaux;
- fournir des services professionnels pour les améliorations de la solution, l'entretien, le dépannage et la gestion des événements liés à la défaillance;
- intégrer les innovations actuelles et futures à la solution, au besoin, pendant la durée du contrat.

Le gouvernement du Canada a l'intention que le contrat couvre une période initiale de 4 ans, plus des options irrévocables pour prolonger la durée du contrat, si le client les exerce, jusqu'à 6 périodes consécutives d'un an chacune.

2. But du projet

Le but du système STFR et du registre NCP (le « projet ») est de fournir à ECCC un système de suivi STFR établi en vertu de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* (LTPGES) et un registre NCP créée en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE). La solution doit également répondre aux besoins d'autres programmes de génération de crédits et d'échange d'ECCC, tel qu'un système de compensation, si la réglementation le permet.

3. Contexte du projet

En vertu du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, fixer un prix à la pollution par le carbone et appliquer une norme sur les combustibles propres sont des outils d'atténuation essentiels pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les programmes STFR et NCP doivent créer, gérer et échanger des crédits, et les programmes travaillent ensemble pour fournir une solution qui répondra aux besoins des deux tout en minimisant les coûts et les frais généraux.

3.1. Contexte du STFR

La tarification de la pollution par le carbone est un volet du plan du Canada sur la croissance propre et les changements climatiques, le [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques \(CPC\)](https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/cadre-pancanadien.html)¹, qui a été adopté par les premiers ministres en décembre 2016.

Au mois d'octobre 2016, le premier ministre a annoncé l'Approche pancanadienne pour une tarification de la pollution par le carbone (le modèle fédéral), qui offrait aux provinces et aux territoires la latitude nécessaire pour élaborer leur propre système de tarification de la pollution par le carbone et s'aligner sur des critères communs (modèle fédéral) pour être rigoureux, équitables et rentables. Le gouvernement fédéral s'est également engagé à mettre en œuvre un système fédéral de tarification de la pollution par le carbone dans les provinces et territoires qui le demanderaient ou dans ceux qui auraient mis en place un système ne répondant pas aux critères du modèle fédéral.

¹ Lien vers le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques (CPC):
<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/cadre-pancanadien.html>

En vertu de la LTPGES, qui a reçu la sanction royale reçue en juin 2018. Sous la LTPGES, le système fédéral de tarification de la pollution par le carbone se divise en deux parties :

- une redevance sur les combustibles fossiles (la redevance sur les combustibles);
- un système de tarification fondé sur le rendement pour les installations industrielles, connu sous le nom de STFR.

Les provinces et les territoires avaient jusqu'au 1^{er} septembre 2018 pour présenter leur plan de tarification de la pollution par le carbone. La rigueur de chaque système a été évaluée et comparée au modèle fédéral. Le [23 octobre 2018, le premier ministre a annoncé](#) ² où le système fédéral s'appliquerait, à partir des résultats de cette évaluation.

Au départ les propriétaires et les exploitants d'installations appartenant à une administration assujettie au fil de sécurité qui remplissent les critères énoncés dans l'[Avis concernant l'établissement des critères relatifs aux installations et aux personnes et la publication de mesures](#) ³ seront tenus de présenter une demande d'enregistrement de leur installation. Les propriétaires et les exploitants d'un plus grand nombre d'installations pourront demander à participer volontairement au STFR fédéral. Les informations sur la participation volontaire au STFR fédéral a été communiqué [[le 20 décembre 2018 et est disponible ici](#) ⁴].

Les installations enregistrées dans le cadre du STFR fédéral recevront un certificat d'installation assujettie qu'elles pourront présenter à l'Agence du revenu du Canada afin d'obtenir le statut d'« émetteur inscrit » et d'être admissibles à un certificat d'exemption qui leur permettra d'obtenir des combustibles auxquels la redevance ne s'applique pas.

Les propriétaires et les exploitants d'installations assujetties au STFR fédéral seront tenus de présenter des rapports vérifiés par des tiers sur les émissions et la production de leurs installations pour chaque année de conformité. La première année de conformité (pour les installations dans les provinces où le STFR fédéral s'applique) commence le 1^{er} janvier 2019 et se

² Lien vers l'annonce du premier ministre du 23 octobre 2018: <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/fonctionnement-tarification-pollution/mesures-pour-mettre-un-prix-sur-carbone.html>

³ Lien vers Avis concernant l'établissement des critères relatifs aux installations et aux personnes et la publication de mesures : <http://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2018/2018-10-31/html/sor-dors213-fra.html>

⁴ Lien vers les informations sur la participation volontaire au STFR : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/fonctionnement-tarification-pollution/systeme-tarification-fonde-rendement.html>

termine le 31 décembre 2019. Les rapports indiqueront également la limite des émissions de GES applicable à chaque installation et préciseront si les émissions ont dépassé cette limite ou si elles étaient inférieures.

Le ministre de l'Environnement accordera des crédits excédentaires aux personnes responsables des installations qui auront produit des émissions inférieures à leur limite. Ces crédits peuvent être mis en réserve afin d'être utilisés ultérieurement ou échangés avec d'autres installations.

Les personnes responsables des installations dont les émissions dépassent la limite applicable seront tenues de verser une compensation pour ces émissions excédentaires.

La compensation pourrait être versée au gouvernement du Canada de l'une des trois façons suivantes :

- en payant une « redevance pour émissions excédentaires » au gouvernement du Canada au taux de 20 \$ la tonne de CO₂ en 2019, qui passera à 50 \$ la tonne de CO₂ en 2022;
- en soumettant des crédits excédentaires / crédits compensatoires (si la réglementation le permet) délivrés par le ministre de l'Environnement;
- en remettant des unités de conformité (c.-à-d. crédits de compensation admissibles provenant de systèmes de compensation provinciaux);
- une combinaison de ces trois modes.

Les paiements de la redevance pour émissions excédentaires seront effectués par voie électronique et versés à l'Agence du revenu du Canada (c.-à-d. pas par la solution).

L'article 185 de la LTPGES⁵ exige que le ministre établisse et maintienne un système permettant d'assurer le suivi des opérations suivantes :

- a)** l'émission par le ministre de crédits excédentaires et de crédits compensatoires (si la réglementation le permet);
- b)** le transfert, le retrait de la circulation, la suspension, la révocation et l'annulation de ces unités de conformité;

⁵ Lien vers l'article 185 de la LTPGES : <https://www.canlii.org/fr/ca/legis/lois/lc-2018-c-12-art--186/derniere/lc-2018-c-12-art--186.html>

c) le versement de redevances pour émissions excédentaires en application de l'[article 174](#)⁶ ou [178](#)⁷ et les paiements faits en application du [paragraphe 181\(3\)](#)⁸;

d) toute autre opération prévue par règlement.

L'[article 195 de la LTPGES](#)⁹ permet d'établir une réglementation pour un système de compensation pour les projets qui donnent lieu à des crédits de compensation pouvant être utilisés en tant que compensation dans le cadre du système STFR.

3.2. Contexte de la NCP

Le 25 novembre 2016, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il élaborerait une [Norme sur les combustibles propres](#)¹⁰ afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Canada grâce à l'utilisation accrue de combustibles de sources d'énergie et de technologies à plus faible teneur en carbone.

La Norme sur les combustibles propres est une approche axée sur le rendement qui favorisera l'utilisation d'un vaste éventail de combustibles, de sources d'énergie et de technologies à plus faible teneur en carbone, comme l'électricité, l'hydrogène et les combustibles renouvelables, y compris le gaz naturel renouvelable. Il s'agit également d'une approche axée sur le marché, avec un système de crédits et d'échange qui établit un lien entre les exigences relatives à l'intensité en carbone et les mesures de conformité.

La Norme établira séparément les exigences relatives à l'intensité du cycle de vie du carbone pour les combustibles liquides, gazeux et solides, et elle ira au-delà des carburants de transport pour inclure ceux qui servent à alimenter l'industrie et les bâtiments. La Norme sur les

⁶ Lien vers l'article 174 de la LTPGES : https://www.canlii.org/fr/ca/laws/stat/sc-2018-c-12-s-186/latest/sc-2018-c-12-s-186.html?searchUrlHash=AAAAAQADMTg1AAAAAAE&offset=9368#sec174_smooth

⁷ Lien vers l'article 178 : https://www.canlii.org/fr/ca/laws/stat/sc-2018-c-12-s-186/latest/sc-2018-c-12-s-186.html?searchUrlHash=AAAAAQADMTg1AAAAAAE&offset=9368#sec178_smooth

⁸ Lien vers le paragraphe 181(3) : https://www.canlii.org/fr/ca/laws/stat/sc-2018-c-12-s-186/latest/sc-2018-c-12-s-186.html?searchUrlHash=AAAAAQADMTg1AAAAAAE&offset=9368#sec181subsec3_smooth

⁹ Lien vers l'article 195 de la LTPGES : <https://www.canlii.org/fr/ca/legis/lois/lc-2018-c-12-art--186/derniere/lc-2018-c-12-art--186.html>

¹⁰ Lien vers la Norme sur les combustibles propres : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/gestion-pollution/production-energie/reglement-carburants/norme-carburants-propres.html>

combustibles propres se fera le complément de l'approche pancanadienne pour une tarification de la pollution par le carbone.

L'objectif de cette norme consiste à réduire les émissions de GES de 30 mégatonnes par année d'ici 2030.

L'approche débute par l'élaboration de normes pour les combustibles liquides, puis la création de normes pour les combustibles gazeux et les combustibles solides pris ensemble. Le 20 décembre 2018, un document de conception réglementaire pour la réglementation des combustibles liquides a été publié. Il décrit les principaux éléments de conception de la réglementation.

Les échéanciers sont les suivants :

- **pour les combustibles liquides** : publier le projet de règlement au printemps 2019 et le règlement définitif en 2020, les exigences devant entrer en vigueur d'ici 2022
- **pour les combustibles gazeux et solides** : publier le projet de règlement à l'automne 2020 et le règlement définitif en 2021, les exigences devant entrer en vigueur d'ici 2023.

4. Résumé du projet

Pour le STFR, le projet visé par le processus d'approvisionnement comprend l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de suivi en ligne : une plateforme pour l'émission, le suivi et la remise des crédits (les composantes qui appuient l'enregistrement des installations dans le STFR et la collecte des rapports annuels vérifiés par des tiers sur les émissions et la production des installations doivent être conçues à l'interne par ECCC).

Pour la NCP, le projet visé par le processus d'approvisionnement comprend l'élaboration et la mise en œuvre d'une plateforme en ligne pour l'enregistrement et la production de rapports, ainsi que l'émission, le suivi et le retrait de crédits.

5. Portée envisagée

ECCC souhaite acquérir une solution unique qui répondra aux besoins du système STFR et du NCP, comme décrit ci-dessous.

5.1. Portée envisagée du STFR

Le STFR, a besoin d'un système de suivi pour permettre à ECCC de remplir les exigences de [l'article 185 de la LTPGES](#)¹¹, de fournir un mécanisme pour l'émission et la gestion des crédits, et de faciliter la réglementation de la conformité et la participation à l'échange de crédits. La portée comprend les éléments suivants.

- (1) Élaborer et tenir à jour des outils pour permettre à ECCC :
 - a) transférer les données du système d'enregistrement et de production de rapports annuels pour les installations assujetties au STFR en indiquant la quantité de crédits excédentaires obtenus ou l'obligation de compensation que chaque installation doit remplir;
 - b) émettre des crédits excédentaires et faire un suivi de l'émission des crédits excédentaires;
 - c) assurer le suivi du transfert, du retrait, de la suspension, de la révocation et de l'annulation de ces crédits excédentaires;
 - d) faire le suivi des paiements de redevance pour émissions excédentaires;
 - e) faire le suivi de l'utilisation des unités reconnues à titre de compensation;
 - f) surveiller et suivre la conformité des installations assujetties au STFR à leur obligation de compensation;
 - g) prélever des crédits auprès des entités réglementées non conformes;
 - h) accéder à des données et aux fonctions de production de rapports qui permettent à ECCC de rendre compte au public et au Parlement de ses activités liées au STFR.
- (2) Élaborer et mettre à jour des outils pour permettre aux personnes responsables des installations du STFR (titulaires de comptes d'installations assujetties au STFR) de faire ce qui suit :
 - a) ouvrir et tenir à jour des comptes, comme l'exige la réglementation;
 - b) recevoir les crédits excédentaires émis par ECCC;

¹¹ Lien vers l'article 185 de la LTPGES : <https://www.canlii.org/fr/ca/legis/lois/lc-2018-c-12-art--186/derniere/lc-2018-c-12-art--186.html>

- c) recevoir les crédits excédentaires transférés par un autre titulaire de compte d'installation assujettie au STFR ou un participant au marché autre qu'une installation;
 - d) détenir (ou mettre en réserve) des crédits excédentaires;
 - e) transférer des crédits à un autre titulaire de compte d'installation assujettie au STFR ou à un participant au marché autre qu'une installation;
 - f) examiner les obligations compensatoire;
 - g) Remettre l'une ou plusieurs des formes suivantes de compensation :
 - (i) certaines unités de conformité, y compris les crédits;
 - (ii) la preuve de paiement de la redevance pour émissions excédentaires à l'ARC.
 - (iii) preuve de versement / retrait de crédits compensatoire éligible dans un système de compensation provincial.
- (3) Élaborer et mettre à jour les outils permettant aux participants au marché autres que des installations de faire ce qui suit :
- a) ouvrir et tenir des comptes;
 - b) recevoir les crédits excédentaires transférés par un autre titulaire de compte d'installation assujettie au STFR ou un participant au marché autre qu'une installation;
 - c) transférer des crédits à un autre titulaire de compte d'installation assujettie au STFR ou à un participant au marché autre qu'une installation.
- (4) Élaborer et tenir à jour des outils qui permettent au public de :
- a) voir les données spécifiques de suivi sur les crédits pour assurer la transparence et l'intégrité du marché.

De plus amples détails sur les exigences opérationnelles du STFR sont présentés à l'annexe A.

5.2. Portée envisagée de la NCP

- (1) Élaborer et mettre à jour les outils permettant aux utilisateurs (principaux fournisseurs de combustibles fossiles qui sont des parties réglementées en vertu de la NCP) et aux producteurs de crédits de la NCP de faire ce qui suit :
 - a) s'inscrire, ouvrir et tenir des comptes, comme l'exige la réglementation;

- b) télécharger les rapports sur les opérations de combustibles et les rapports de conformité dans la solution;
 - c) corriger les rapports;
 - d) recevoir des crédits émis par le système ou transférés par d'autres utilisateurs;
 - e) transférer les crédits à un autre utilisateur du système (principal fournisseur de combustibles fossiles ou producteurs de crédits);
 - f) voir le solde bancaire des crédits et de l'obligation de conformité.
- (2) Élaborer et mettre à jour les outils dans la solution pour :
- a) utiliser les données des rapports sur les opérations de combustibles (p. ex., volumes de combustible et intensité en carbone) afin de calculer le nombre de dépassements de CO₂ et de crédits attribués aux utilisateurs du système;
 - b) émettre des crédits avec des numéros de série uniques;
 - c) suivre le transfert des crédits, y compris, mais sans s'y limiter, les achats, les ventes, les opérations bancaires, les reports et les crédits mis en attente;
 - d) retirer des crédits;
 - e) surveiller la conformité.
- (3) Élaborer et tenir à jour des outils dans la solution qui permettent aux vérificateurs tiers de faire ce qui suit :
- a) examiner les rapports dans le système des parties qu'ils représentent aux fins de vérification et télécharger les relevés de vérification dans le système.
- (4) Élaborer et mettre à jour des outils dans la solution qui permettent à ECCC :
- a) d'avoir accès aux données et de les télécharger, au besoin.
- (5) Élaborer et mettre à jour des outils qui permettent au public :
- a) de voir certaines données agrégées à des fins de transparence.

Plus de détails sur les exigences opérationnelles de la NCP figurent à l'annexe B.

5.3. Autres programmes

ECCC a besoin que la solution de TI mise en place pour le STFR et la NCP puisse être élargie afin de répondre aux besoins d'autres programmes d'échanges commerciaux semblables ou connexes à

l'avenir. Les exemples peuvent inclure un éventuel système de compensation fédéral, ou le suivi des résultats d'atténuation transférés internationalement ou des RATI conformément à [l'article 6 de l'Accord de Paris](#)¹². Le Canada peut également demander aux soumissionnaires d'envisager de travailler ensemble lorsqu'il estime qu'il en résulte un avantage supplémentaire.

6. Calendrier du projet

Jalons/produits livrables du projet	Date
Émission de crédits excédentaires/système de suivi en état de fonctionnement	1 ^{er} mars 2020
Inscription, production de rapports et système de suivi de la NCP en état de fonctionnement	1 ^{er} juin 2020

¹² Lien vers l'Accord de Paris :

https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf

PARTIE 2 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

7. Nature de la demande de renseignements

La présente ne constitue pas une demande de soumissions. Cette DDR ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de tous biens ou services décrits dans cette DDR ne devraient pas réserver des stocks ou des installations, ni affecter des ressources en fonction des renseignements donnés dans les présentes. Cette DDR ne donnera pas lieu non plus à la création de listes de fournisseurs. Par conséquent, le fait qu'un fournisseur éventuel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. Elle vise simplement à aviser l'industrie et à obtenir ses commentaires sur les questions décrites dans cette DDR.

8. Nature et format des réponses demandées

Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires, leurs préoccupations et, le cas échéant, des recommandations pertinentes sur la façon de répondre aux besoins et aux objectifs définis dans la présente DDR. Ils sont également invités à commenter le contenu, la forme et/ou le plan de tous les documents préliminaires joints à la présente DDR. Ils devraient expliquer toute hypothèse énoncée dans leur réponse.

9. Coûts associés aux réponses

Le gouvernement du Canada ne remboursera pas aux répondants les frais engagés pour répondre à la présente DDR.

10. Traitement des réponses

- a) Utilisation des réponses : Les réponses ne seront pas évaluées ou publiées de manière officielle. Cependant, le Canada peut se servir des réponses reçues pour élaborer ou modifier les stratégies d'approvisionnement ou les ébauches de documents contenues dans la présente DDR. À la date de clôture de la DDR, le Canada examinera toutes les réponses reçues. Toutefois, s'il le juge opportun, il pourrait examiner certaines réponses reçues après la date de clôture de la DDR.
- b) Équipe d'examen : Une équipe d'examen formée de représentants d'ECCC et de SPAC passera en revue les réponses. Le Canada se réserve le droit d'engager des consultants indépendants ou de recourir aux services des ressources du gouvernement qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.
- c) Confidentialité : Les répondants devraient indiquer toutes les parties de leurs réponses qu'ils jugent exclusives ou confidentielles. Le Canada traitera ces renseignements de façon confidentielle, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

- d) Activité de suivi : Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec les répondants pour leur poser des questions supplémentaires ou leur demander des précisions sur un aspect d'une réponse.

11. Contenu de la présente DDR

La PARTIE 3 de la présente DDR renferme les questions particulières qui sont posées aux fournisseurs potentiels. Le Canada a également inclus la liste de l'ébauche des exigences de haut niveau à la partie 4 afin d'obtenir les commentaires de l'industrie sur les clauses qui pourraient faire partie du processus d'approvisionnement. Ces clauses portent sur certaines des questions de sécurité que le Canada a l'intention de régler pendant le processus d'approvisionnement, mais pas nécessairement toutes ces questions. Le Canada inclut ces clauses pour fournir aux fournisseurs éventuels qui souhaitent prendre part au processus d'approvisionnement, un préavis de certaines des exigences en matière de sécurité qui seront probablement incluses. Les normes et le contenu peuvent changer, et le Canada fournira des mises à jour à mesure qu'elles évolueront.

Le Canada utilisera les commentaires recueillis dans le cadre de la présente DDR pour éclairer les clauses finales qui seront mises au point pendant les prochaines phases du processus d'approvisionnement. Le libellé proposé ne représente pas l'ensemble des exigences du Canada en matière de sécurité. L'industrie aura également la possibilité de formuler des commentaires et de demander des précisions sur ces éléments et d'autres exigences pendant les prochaines des phases du processus d'approvisionnement. Le Canada déterminera la substance et le contenu qui reflètent ses exigences en matière de sécurité.

12. Format des réponses

- a) Page couverture : Si la réponse comprend plusieurs documents, le répondant doit indiquer, sur la page couverture de chacun des documents, le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du document ainsi que sa dénomination sociale complète.
- b) Page titre : La première page de chaque document de la réponse, après la page couverture, devrait être la page titre et devrait comporter les éléments suivants :
 - i) le titre de la réponse et le numéro du document;
 - ii) le nom et l'adresse du répondant;
 - iii) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du représentant du répondant;
 - iv) la date;
 - v) le numéro de la DDR.
- c) Système de numérotation : Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de la présente DDR. Tout renvoi à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse devrait respecter ce système.

- d) Nombre de copies : Le Canada demande aux répondants de soumettre une copie électronique de leur réponse à l'autorité contractante.

13. Demande de renseignements

Comme il ne s'agit pas d'une invitation à soumissionner, le Canada ne répondra pas nécessairement par écrit à toutes les demandes de renseignements ni ne distribuera pas forcément les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relativement à cette DDR peuvent les poser directement à :

Autorité contractante : Jean-Claude Labossière
Courriel : jean-claude.labossiere@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 613-858-7359

14. Présentation des réponses

- a) Moment et endroit où soumettre les réponses : Les fournisseurs qui souhaitent fournir une réponse doivent envoyer celle-ci par courriel à l'autorité contractante nommée ci-dessus au plus tard à l'heure et la date indiquées à la page 1 du présent avis d'appel d'offres.
- b) Responsabilité de la livraison en temps opportun : Responsabilité en ce qui a trait à la réception des réponses dans les délais prescrits : Il incombe à chaque répondant de voir à ce que sa réponse soit livrée à la bonne adresse et reçue dans les délais prescrits.
- c) Identification des réponses : Chaque répondant devrait s'assurer que son nom, son adresse, le numéro de la DDR et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe.

PARTIE 3 – QUESTIONS À L'INDUSTRIE

Le Canada demande aux répondants à la DDR de fournir des réponses écrites à chacune des questions ci-dessous. Lorsque vous répondez, veuillez-vous assurer que vos réponses sont détaillées et que vos commentaires sont justifiés. Les répondants doivent savoir qu'ils ne sont pas tenus de répondre à toutes les questions.

Q 1. Profil de la société :

Veuillez fournir une brève description de votre entreprise et des types de produits et de services qu'elle offre. Veuillez inclure une brève description des projets semblables que vous avez réalisés et qui se comparent à la solution proposée. Décrivez également une particularité de votre entreprise qui pourrait générer des avantages à valeur ajoutée.

Q 2. Exigences des fournisseurs pour produire une réponse efficace à la DP :

ECCC veut s'assurer que l'industrie dispose des renseignements dont elle a besoin pour être bien préparée à proposer les meilleures solutions qui soient.

Le processus d'approvisionnement proposé, en plus de la présente étape de la DDR, devrait comprendre une DP contenant les éléments exhaustifs suivants :

- a) un énoncé des travaux (EDT), énoncé des besoins et exigences d'évaluation;
- b) un modèle de gestion théorique;
- c) la définition des exigences opérationnelles (DEO) faisant état des exigences fonctionnelles et non fonctionnelles;
- d) les exigences en matière de sécurité (TI, physique et personnel);
- e) les niveaux de gestion des services;
- f) tout autre document technique, administratif et opérationnel détaillé.

Afin de proposer une combinaison d'un modèle de tarification fixe et par abonnement pour la solution prévue qui serait suffisamment souple pour soutenir les améliorations futures et l'intégration aux services internes ou externes, veuillez indiquer :

- a) le type et le niveau de renseignements administratifs, techniques, opérationnels et sur la sécurité que vous aimeriez voir et la façon dont cette information devrait être organisée;
- b) les critères ou les facteurs essentiels à la réussite d'une entreprise;
- c) les caractéristiques ou les éléments communs qui pourraient servir à déterminer les entreprises les plus qualifiées (c.-à-d. expérience, technologie, environnement, émission et suivi des crédits ou du carbone excédentaire, prévention de la fraude, production de rapports, etc.);

Q 3. Solution SaaS/PaaS :

Le Canada a l'intention d'acquérir la solution en tant qu'offre de services de SaaS/PaaS. Votre solution repose-t-elle actuellement sur une PaaS et est-elle offerte comme un modèle SaaS?

- a) Dans l'affirmative, veuillez décrire votre solution, y compris ce qui suit :
 - (i) depuis combien de temps votre solution est-elle sur le marché;
 - (ii) le nombre de clients et leur répartition géographique;
 - (iii) les limites des politiques des utilisateurs, des licences ou d'autres restrictions;

- (iv) toute responsabilité, tout plafonnement, toute assurance;
- (v) le rendement minimal des ententes sur les niveaux de service;
- (vi) les rapports de gestion des ANS;
- (vii) l'offre d'une infrastructure infonuagique publique ou privée;
- (viii) les attestations et vérifications de l'industrie, comme ISO, FEDRAMP, SOC2 Type II, niveaux 1 à 4 de l'Uptime Institute;
- (ix) la rétroaction des clients, les prix, les attestations;
- b) Sinon, veuillez décrire votre plateforme ou solution d'hébergement.
- c) Votre solution pourrait-elle être hébergée sur une infrastructure tierce?

Q 4. Développement et exploitation de la solution :

Dans le contexte du développement, de l'intégration, de la mise à l'essai et du déploiement continu, votre organisation a-t-elle adopté une approche souple pour créer votre solution (par exemple, itérative, DevOps¹³, DevSecOps¹⁴)?

- a) Comment peut-on utiliser ces méthodologies et ces concepts pour accélérer la réalisation de ce projet? Si ce n'est pas le cas, que proposez-vous?
- b) Comment intégreriez-vous les employés du gouvernement du Canada (GC) au processus de développement et de personnalisation et comment peuvent-ils se préparer à collaborer de manière proactive à l'élaboration, à la personnalisation, à la configuration, à la formation, à la mise à l'essai, à l'exploitation, à la maintenance et au soutien de la solution proposée?

Q 5. Évolution du service et extensibilité :

La réutilisation est un élément essentiel au moment d'acquérir une solution et/ou une plateforme organisationnelle afin d'offrir des capacités opérationnelles clés. Comment votre plateforme permet-elle la réutilisation de ses composantes dans le développement de différentes automatisations et présentations opérationnelles dans les domaines suivants?

- a) gestion des solutions hébergées;
- b) automatisation et gestion des processus opérationnels;
- c) gestion de la solution;
- d) gestion de cas;
- e) gestion dynamique des formulaires et du contenu;
- f) gestion des applications des clients;
- g) services d'accès aux données;
- h) gestion des utilisateurs;

¹³ DevOps : <https://www.atlassian.com/devops>

¹⁴ DevSecOps : <http://www.devsecops.org/blog/2015/2/15/what-is-devsecops>

- i) gestion du programme;
- j) mesures opérationnelles et rapports;
- k) gestion de la communication;
- l) indicateur de rendement ou cible;
- m) portail de la catégorie d'entreprise;
- n) services d'interopérabilité;
- o) rétroaction des utilisateurs et gestion des enjeux.

Q 6. Sécurité, protection des renseignements personnels, résidence des données et vérification

Le Canada a publié un ensemble de mesures de sécurité de base recommandées afin que les fournisseurs de services d'infonuagique (FSC) et les ministères du GC les mettent en œuvre pour bien protéger les services en nuage dans la catégorie de sécurité Protégé B, intégrité moyenne et disponibilité moyenne. Ces renseignements sont consignés dans le [Profil des mesures de sécurité pour les services du gouvernement du Canada fondés sur l'informatique en nuage](#)¹⁵. Le Canada a également publié l'Orientation sur l'utilisation sécurisée des services commerciaux d'informatique en nuage : Avis de mise en œuvre de la [Politique sur la sécurité \(AMOPS\)](#)¹⁶ qui précise les rôles et les responsabilités en matière de nuage.

Le Canada a publié son Orientation relative à la résidence des données électroniques : Avis de mise en œuvre de la [Politique sur la technologie de l'information \(AMPTI\)](#)¹⁷ que toute solution infonuagique devra respecter en ce qui concerne la résidence des données. Le gouvernement du Canada doit pouvoir isoler toutes les données électroniques sensibles sous son contrôle qui sont classées dans la catégorie Protégé A ou B dans un centre de données approuvé par le GC. Aux fins de la présente demande de soumissions, un centre de données approuvé par le GC est une installation informatique ou un stockage de données situé géographiquement au Canada, comme indiqué dans la Directive sur la résidence électronique de données. Par conséquent, la solution, son infrastructure et les services à la clientèle peuvent devoir être fournis au Canada. Des exigences contractuelles et techniques strictes seront mises en place pour garantir que les informations du gouvernement sont sécurisées en tout temps, au repos et en mouvement, et que seuls ceux qui sont autorisés à accéder aux données aux fins approuvées par le Canada y ont accès. ECCC est le propriétaire final des données une fois celles-ci soumises dans le système.

¹⁵ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/technologie-information/informatique-nuage/profil-controle-securite-services-ti-fondes-information-nuage.html>

¹⁶ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels/gestion-securite-identite/orientation-utilisation-securisee-services-commerciaux-informatique-nuage-amops.html>

¹⁷ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/technologie-information/avis-mise-oeuvre-politique/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html>

À partir de ce qui précède, veuillez apporter les précisions suivantes :

- 1) Votre organisation et votre solution sont-elles en mesure de répondre aux exigences du GC énoncées ci-dessus? Sinon, veuillez préciser les exigences et/ou les clauses que vous ne pouvez pas respecter et les changements aux exigences et/ou aux clauses que vous proposeriez?
- 2) Votre organisation et votre solution sont-elles certifiées ISO 27 001/ISO 27017, attestation CSA STAR de niveau 2 ou Certification de niveau 2 et/ou SOC 2, Type II de l'AICPA?
- 3) Quels seraient le temps et les efforts prévus pour mettre à jour ou mettre à niveau la solution afin de répondre à ces besoins si votre organisation et votre solution :
 - a) sont entièrement certifiées ISO 27 001/ISO 27017, attestation CSA STAR de niveau 2 ou certification de niveau 2 et/ou SOC 2, Type II?
 - b) sont en processus de certification ISO 27001/ISO 27017, attestation CSA STAR de niveau 2 ou certification de niveau 2 et/ou SOC 2, Type II?
 - c) sont entièrement certifiées ISO 27 001/ISO 27017, attestation CSA STAR de niveau 2 ou certification de niveau 2 et/ou SOC 2, Type II?
- 4) Votre solution peut-elle être personnalisée pour répondre aux exigences du GC?
- 5) Votre organisation possède-t-elle les ressources humaines nécessaires au développement et au soutien continu de la solution, qui possèdent l'autorisation de sécurité appropriée pour traiter et gérer les données du GC qui sont : désignées Protégé A ou Protégé B? Sinon, veuillez décrire comment ce risque pourrait être atténué pour fournir des services opportuns et rentables dans ce contexte opérationnel.
- 6) Votre solution comporte-t-elle des politiques et des systèmes techniques pour limiter et restreindre l'accès aux personnes autorisées uniquement à des fins nécessaires et légitimes? Quels types de droits d'accès seraient mis en place pour limiter au minimum l'information et les ressources nécessaires pour accomplir des tâches légitimes?
- 7) Votre solution appuie-t-elle la création de registres de vérification pour surveiller l'accès, détecter les abus et enquêter sur les atteintes à la vie privée?
- 8) Votre solution peut-elle fournir le chiffrement des données en mouvement et des données au repos?
- 9) Votre solution appuie-t-elle la séparation des renseignements de nature délicate, soit par la séparation physique des données, soit par le chiffrement des dispositifs de stockage?
- 10) Tout défi, risque ou problème lié au projet pour ce qui est de répondre à l'une ou l'ensemble des exigences en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels susmentionnées.
- 11) Votre organisation a-t-elle la capacité d'héberger ses données au Canada?

Q 7. Droit d'effectuer une vérification de sécurité :

L'entrepreneur devra fournir les services conformément aux exigences de sécurité. Le Canada peut également inclure les clauses suivantes dans le contrat subséquent :

Le Canada peut à tout moment vérifier si l'entrepreneur respecte les exigences de sécurité contenues dans le contrat. À la demande de l'autorité contractante, au moyen d'un préavis de 24 heures, l'entrepreneur doit donner au Canada (ou au représentant autorisé du Canada) l'accès complet avec

escorte à ses locaux, à son réseau et à toutes les bases de données contenant des données du Canada (ou utiliser un terme défini que vous adoptez) ou données liées au contrat, les jours ouvrables de 8 h à 17 h HE sans frais pour le Canada. Si le Canada décèle des lacunes de sécurité pendant une vérification en ce qui concerne la conformité de l'entrepreneur aux exigences en matière de sécurité énoncées dans le contrat, l'entrepreneur doit immédiatement les corriger à ses propres frais.

L'entrepreneur reconnaît que le Canada exige que les services fournis dans le cadre du contrat fassent actuellement et dans l'avenir l'objet de mesures de sécurité strictes et complètes qui s'adapteront à l'évolution des menaces de sécurité et des technologies, de telle sorte que les mesures de sécurité appliquées soient mises à jour tout au long de la période du contrat, afin d'atteindre les plus hauts niveaux possible d'intégrité, de disponibilité et de confidentialité des données, et il s'engage à respecter ces exigences.

ECCC doit s'assurer que l'information est présentée dans un format auquel il peut facilement avoir accès sans avoir besoin de compétences spécialisées, de matériel ou de logiciels spécialisés ou de l'accès à la solution, en particulier, pas sous une forme exclusive à laquelle seul le fournisseur peut avoir accès.

À partir de ce qui précède, veuillez apporter les précisions suivantes :

- a) Votre organisation est-elle en mesure de répondre aux exigences du GC énoncées ci-dessus?
Sinon, veuillez préciser les exigences et/ou les clauses que vous ne pouvez pas respecter et les changements aux exigences et/ou aux clauses que vous proposeriez?

Q 8. Exigences en matière d'accessibilité des sites Web :

Votre solution peut-elle être conforme à l'exigence du GC selon laquelle toutes les interfaces et tous les extraits de la solution proposée doivent respecter la [Norme sur l'accessibilité des sites Web](#)¹⁸, qui découle de la directive WCAG 2.0? Si non, veuillez décrire.

Q 9. Intégration et mise en œuvre :

Le Canada prévoit un haut niveau d'effort pour l'intégration et la découverte afin de respecter une date d'entrée en service le **1^{er} mars 2020** du STFR et le **1^{er} juin 2020** du NCP.

- a) Compte tenu de l'échéancier du projet ci-dessus et de la solution que vous proposez, qu'est-ce qui constituerait un échéancier de projet standard et des étapes de haut niveau nécessaires pour respecter la date de mise en œuvre proposée à la phase 2. Veuillez utiliser votre propre expérience pour indiquer l'ampleur et la portée de votre réponse (p. ex., de la complexité faible à la complexité élevée); une période de mise en œuvre de six mois serait-elle suffisante pour respecter la date d'entrée en service ci-dessus?
- b) Selon votre expérience, quelles hypothèses et dépendances devraient être incluses dans le plan?
- c) Pour quels autres clients avez-vous réussi une intégration de cette nature?

¹⁸ Lien vers la Norme sur l'accessibilité des sites Web : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>

Q 10. Évolution de la solution :

Comment abordez-vous habituellement l'évolution technologique future de la solution dans vos contrats? Les mises à jour sont-elles fournies automatiquement et gratuitement pendant la phase de mise en œuvre, ou sont-elles ajoutées à un coût supplémentaire? Avez-vous besoin d'une importante gestion des correctifs et d'un renouvellement de l'accréditation?

Q 11. Modèle de budget opérationnel – Prix :

Quelle approche recommanderiez-vous pour l'établissement du prix des opérations en cours? Qu'est-ce qui est normalement offert? Par exemple, cela pourrait comprendre :

- 1) Paiement initial ferme qui pourrait comprendre :
 - a) l'abonnement à un logiciel ou les frais de licence;
 - b) la mise en œuvre axée sur les projets;
 - c) les frais d'approvisionnement initiaux du fournisseur d'hébergement en nuage, y compris les frais mensuels pour l'hébergement de l'équipement, la virtualisation, la sécurité, le stockage des données, les personnes et la bande passante;
 - d) le développement, la mise à l'essai, le déploiement et l'exploitation.
- 2) Paiement récurrent permanent fixe
 - a) Les frais mensuels récurrents fixes comprenant :
 - (i) les frais d'hébergement mensuels;
 - (ii) les frais annuels de maintenance des logiciels qui comprennent les correctifs de bogues, les nouvelles versions et le soutien connexe;
 - (iii) les services d'exploitation, de maintenance, de soutien et d'hébergement de la solution (par exemple, l'environnement d'informatique en nuage et les programmes déployés).
- 3) Coût variable de l'élaboration, de la mise à l'essai, du déploiement et de l'exploitation des programmes à venir.
- 4) Coût variable des mises à niveau, des modifications et mises à niveau de la solution client (p. ex., codes personnalisés), soutien à l'intégration, certifications, entre autres.
- 5) Coût variable des mises à niveau, des modifications et mises à niveau (p. ex., codes personnalisés), soutien à l'intégration, certifications de sécurité, vérifications, sécurité matérielle, entre autres.

À partir de ce qui précède, veuillez indiquer tout facteur qui pourrait avoir une incidence sur l'établissement des coûts d'un modèle de budget opérationnel.

Comment les composantes habilitantes de votre solution seraient-elles séparées et comment leur prix serait-il établi? Comment fonctionneraient-elles ensemble?

Q 12. Modèle de budget opérationnel – Accord de licence :

ECCC aimerait examiner un accord de licence fondé sur la consommation réelle du service par les utilisateurs authentifiés. À partir de ce qui précède, veuillez apporter les précisions suivantes :

- a) Votre entreprise serait-elle en mesure de fournir une telle licence?
- b) Quelle unité de mesure utiliseriez-vous normalement pour vendre selon un modèle de prix fondé sur la consommation?

- c) Quelle unité de mesure utiliseriez-vous normalement pour vendre votre abonnement ou votre licence?
- d) Quelle unité de mesure utiliseriez-vous normalement pour vendre selon votre propre modèle de prix fondé sur l'abonnement ou la licence?

À partir de ce qui précède, veuillez indiquer tout facteur qui pourrait avoir une incidence sur l'établissement des coûts d'un modèle de budget opérationnel.

Q 13. Établissement du prix et format de l'entente :

Quelle approche recommanderiez-vous pour l'établissement du prix des opérations en cours? Qu'est-ce que l'industrie offre normalement? Par exemple, cela pourrait comprendre :

- a) Sans divulguer le prix, quelle unité de mesure est habituellement utilisée pour établir le prix de votre solution (c.-à-d., le prix d'abonnement mensuel unique, l'abonnement ou la licence plus le soutien, le soutien d'un pourcentage, etc.)?
- b) Sans divulguer le prix, quel est le format habituel pour l'extensibilité des prix (c.-à-d., le volume en bandes, l'augmentation en pourcentage si les volumes sont supérieurs, etc.) et quels renseignements devez-vous obtenir du Canada pour le faire?
- c) Votre organisation est-elle en mesure de fournir les prix et les taux pour une période de 10 ans (en tenant compte de l'inflation, de l'IPC, etc.)? Sinon, quelle est la durée maximale privilégiée?

Q 14. Considérations relatives aux défis contractuels :

Veuillez indiquer les domaines communs des défis et des problèmes liés à la passation de marchés qui sont associés aux services d'informatique en nuage gérés pour appuyer un contrat du genre de celui que le Canada envisage pour ce projet. Voici des exemples de domaines d'intérêt possibles, sans toutefois s'y limiter :

- a) les exigences relatives à la sécurité;
- b) les droits de propriété intellectuelle;
- c) la limitation de la responsabilité;
- d) l'entente de niveau de services et les facteurs connexes (p. ex., les pénalités et crédits liés aux services);
- e) la souveraineté des données, la résidence des données et les questions liées à la protection des renseignements personnels;
- f) les dispositions associées à la présentation des demandes de services dynamiques exigées (p. ex., exigences relatives à la souplesse et à l'extensibilité à l'appui des programmes d'ECCC); au soutien des initiatives de transformation et à l'instauration de nouvelles capacités de prestation de services à mesure que l'entreprise continue d'évoluer (p. ex., introduction de nouveaux programmes d'ECCC, migration ou déploiement de la solution pour appuyer d'autres entités fédérales, provinciales et territoriales);
- g) le processus de récupération et de transition des données à la fin du contrat et l'utilisation de la solution proposée;
- h) l'utilisation d'un logiciel libre dans un environnement de solution d'informatique en nuage;

- i) les accords de services entre le fournisseur de services d'informatique en nuage, l'intégrateur et/ou les éditeurs de logiciels.

Q 15. Durée du contrat :

ECCC souhaite maximiser le Bureau de gestion du projet de STFR et la solution de TI de la NCP ainsi que réduire le plus possible les risques.

Veuillez indiquer les leçons apprises, les facteurs de risques communs et l'atténuation des risques, ou d'autres efforts ou hypothèses qui pourraient créer des risques inutiles pour la réussite du projet. Dans votre réponse, veuillez tenir compte des points suivants :

- a) les modifications liées aux lois et règlements sur les heures supplémentaires;
 - b) la gouvernance du projet;
 - c) les risques liés à la transition;
 - d) les risques liés aux opérations en cours;
 - e) les risques liés à la solution multifournisseurs;
 - f) les risques liés à la dotation;
 - g) les risques liés aux installations et à l'accès selon les dépendances d'ECCC et d'autres intervenants du GC (p. ex., ARC, SPC);
 - h) les risques fondés sur les dépendances aux interfaces du GC;
 - i) les risques liés à la sécurité de la TI en nuage, à la sécurité physique et à la sécurité du personnel;
 - j) les risques associés au respect des exigences en matière de protection des renseignements personnels;
 - k) autres?
- 1) Que suggèreriez-vous au Canada de faire avant la sélection d'un soumissionnaire qui serait utile pendant les phases de transition du projet et qui aiderait à atténuer les risques en aval?
 - 2) Quel rôle de diligence raisonnable un soumissionnaire peut-il jouer pour minimiser les risques associés aux renseignements fournis dans le cadre du processus d'approvisionnement (attention et assiduité du soumissionnaire pour valider les exigences) avant l'attribution du contrat? après l'attribution du contrat?
 - 3) À quel moment du processus (par exemple, avant ou après l'octroi du contrat) le fournisseur devrait-il faire preuve de diligence raisonnable?

Q 16. Expérience utilisateur :

- a) L'une des principales priorités de la solution proposée est qu'elle est conviviale et efficace dans les essais de convivialité. Veuillez décrire comment votre organisation évalue actuellement l'expérience et la convivialité des utilisateurs.
- b) Comment recommanderiez-vous à ECCC d'évaluer l'expérience des utilisateurs tout au long des processus de DP à venir?

- c) Pouvez-vous proposer des clauses qui pourraient être intégrées au contrat éventuel afin de permettre la mise à l'essai de l'expérience utilisateur dans le cadre des procédures d'acceptation?
- d) Quelles mesures correctives pourraient être utilisées pour accroître l'expérience utilisateur de la solution proposée après la livraison?

Q 17. Faciliter un marché

ECCC souhaite un marché sain et robuste pour l'échange de crédits. À tout le moins, le système de suivi devra soutenir les transferts entre titulaires de comptes, mais des fonctionnalités ou des mécanismes supplémentaires qui permettent aux acheteurs et aux vendeurs potentiels d'échanger des renseignements pour faciliter les opérations pourraient constituer un atout.

- a) Selon vous, quelles caractéristiques sont importantes pour soutenir un marché de crédits juste, sain et transparent?
- b) Votre solution peut-elle répondre à une partie ou à la totalité de ces caractéristiques?
- c) Quelles garanties ou précautions recommanderiez-vous à propos de l'accès des personnes autres que celles qui participent directement aux programmes d'ECCC (p. ex. courtiers, revendeurs, administrateurs, facilitateurs de crédit) aux fonctionnalités d'échange dans le système?

Q 18. Vérification de l'identité

ECCC exige que les personnes interagissent avec le système de suivi. Il sera important de confirmer l'identité de ces personnes pour assurer l'intégrité du système.

- a) Comment recommanderiez-vous que l'on vérifie l'identité des personnes inscrites ou des titulaires de compte?
- b) Possédez-vous de l'expérience des services de vérification de l'identité?
- c) Quelles mesures de sécurité recommanderiez-vous ou mettriez-vous en œuvre en cas de recouvrement de compte?

Q 19. Accès du public à certaines données

ECCC exige que la solution permette de rendre certains éléments de données publics à des fins de transparence et de reddition de comptes envers les Canadiens. Nous prévoyons que le système devra fournir au grand public certaines données qui seront disponibles sans qu'il soit nécessaire de créer un compte ou d'ouvrir une session.

- a) Quelles pratiques de gestion des données utiliseriez-vous pour vous assurer que les éléments de données qui ne sont pas approuvés pour l'accès du public ne se retrouvent pas à la vue du public?

- b) Votre solution permettrait-elle que certains éléments deviennent publics ou demeurent privés, à la discrétion des titulaires de comptes?
- c) Votre solution soutiendrait-elle un format standard pour les données accessibles au public?
- d) Votre système soutiendrait-il une interface de programmation d'application (API) offrant des données accessibles au public (p. ex. pour les afficher de façon dynamique sur une carte hébergée sur un site Web d'ECCC).

Q 20. Capacités de gestion des documents

Certains des flux de travail que le système devrait traiter comprennent des pièces jointes. Une solution dotée de solides capacités de gestion des documents pourrait être souhaitable.

- a) Votre solution soutient-elle la gestion des documents?
- b) Comment les documents sont-ils stockés dans votre solution?
- c) Votre solution peut-elle effectuer des contrôles de complétude automatisés des documents téléchargés?

Q 21. Capacités d'importation et d'ingestion de données

Comme ECCC a l'intention de développer certaines fonctionnalités (liées à l'enregistrement et aux rapports annuels du STFR) à l'interne, le STFR (et non la NCP) aura besoin d'un mécanisme pour transférer certains éléments de données des systèmes d'enregistrement et de production de rapports dans le système de suivi. D'autres informations, telles que la confirmation du paiement de la redevance d'émission excédentaire ou la remise de crédits de compensation éligibles du système de compensation provincial aux fins de conformité, devront également être transférées vers le système et suivies par celui-ci. Dans l'idéal, le mécanisme de transfert devrait être efficace et conçu pour réduire la probabilité d'erreurs (p. ex., téléchargement de fichier plutôt que transfert manuel).

- a) Que recommanderiez-vous pour remplir la nécessité d'importer des données dans la solution?

Q 22. Clarté des exigences :

D'après la description de l'exigence fournie dans la partie 1 et les annexes, comprenez-vous clairement les exigences du Canada? De votre point de vue, pensez-vous que les exigences, comme indiqué, bénéficieraient de toute amélioration? Si tel est le cas, veuillez élaborer.

Q 23. Méthodologie d'évaluation :

Le gouvernement du Canada s'est orienté vers des méthodes d'approvisionnement plus souples pour les achats de technologies de l'information afin d'assurer une collaboration et une communication accrues avec l'industrie, des possibilités d'ajustements et d'amélioration plus fréquentes des exigences, un alignement accru des exigences sur la disponibilité du marché et des réponses plus claires et réalistes

des biens livrables. Le but de cette approche est de réduire les risques, tant pour l'entrepreneur que pour le ministère client, et d'accroître les chances de réussite de la livraison.

Récemment, le GC a utilisé diverses méthodes pour atteindre ces objectifs. Ces méthodes incluent, sans toutefois s'y limiter, les suivantes:

- L'utilisation des invitations à se qualifier (ISQ) pour créer des bassins de candidats pré-qualifiés
- Une phase examen et de la précision des exigences (EPE) permettant aux répondants pré-qualifiés de participer à l'amélioration des exigences et des méthodes d'évaluation.
- Une évaluation des capacités et de l'utilisabilité (ECU) permettant aux répondants de fournir une preuve de concept ou un prototype permettant une évaluation plus approfondie des performances techniques, des capacités et de la convivialité.
- Sollicitation par défi (SPD) où l'industrie est invitée à répondre à un défi spécifique plutôt qu'à des exigences normatives
- Une évaluation par points de contrôle où les répondants passent par différents points de contrôle afin de procéder à une sélection basée sur les exigences techniques et les performances.

Basé sur les exigences décrites;

- 1) Quelle méthodologie d'approvisionnement permettrait à ECCC de déterminer le plus efficacement possible la meilleure solution pour répondre à ses besoins?
- 2) Existe-t-il d'autres méthodes d'évaluation non énumérées ci-dessus que vous recommanderiez de prendre en considération afin de garantir le succès du processus d'approvisionnement?
- 3) Avez-vous des problèmes avec l'une des méthodes mentionnées ci-dessus? L'une des méthodes ci-dessus vous empêcherait-elle de répondre?

PARTIE 4 – ANNEXES

Annexe A – Exigences de haut niveau du STFR (ébauche)

Objectifs :

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a besoin d'un système de suivi pour le STFR. Le STFR est conforme à la partie 2 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* (LTPGES). Plus précisément, la solution doit établir et maintenir un système qui :

1. émet des crédits excédentaires à la personne responsable de l'installation assujettie pour la quantité d'émissions de gaz à effet de serre qui est inférieure à la limite annuelle des émissions de l'installation;
2. permet l'émission, le transfert, le retrait, la suspension, la révocation et l'annulation de ces crédits excédentaires et en assure le suivi;
3. assure le suivi de compensation pour les installations assujetties lorsque les émissions sont supérieures à l'émission de GES;
4. assure le suivi des paiements des redevances sur les émissions excédentaires qui ont été versés au receveur général pour compenser les émissions excédentaires, notamment en autorisant les installations à fournir une preuve de paiement;
5. assure le suivi du versement des crédits exigés relativement à l'obligation de compensation d'un établissement assujettie;
6. assure le suivi des crédits reconnus (c.-à-d. Les crédits compensatoires provinciaux) vers l'obligation de compensation d'une installation couverte, en permettant notamment aux installations de fournir la preuve que les crédits ont été retirés du système de compensation provincial;
7. applique les augmentations prévues par la loi aux montants de la compensation si elle n'est pas fournie à des dates précises; et;
8. s'ajuste à l'évolution des obligations de conformité si la différence entre la quantité de GES émise et la limite des émissions de GES qui s'appliquait pendant cette période de conformité change.

Puisqu'il s'agit d'un nouveau secteur d'activité pour ECCC, nous cherchons à obtenir de l'information et des suggestions sur la façon dont un outil (ou des outils) éventuel pourrait appuyer les nouveaux services.

Portée :

L'objectif est de développer une unité de conformité et un système de suivi de la rémunération pour STFR.

Les composantes suivantes débordent de la portée :

1. enregistrement des installations assujetties – conçu par ECCC et inauguré en octobre 2018
2. rapports sur les émissions, les limites des émissions et la production par les installations assujetties et calcul du montant de l'obligation de compensation ou des crédits excédentaires des installations – seront élaborés par ECCC en 2019

3. Soumission et conservation de la documentation à l'appui de du rapport d'installation annuelle
4. collecte des paiements des redevances sur les émissions excédentaires effectués en vue de s'acquitter de l'obligation compensatoire : à développer par l'ARC.

Rôles dans l'interaction avec le système de suivi de la conformité :

Les attentes en matière de responsabilités pour chacun des rôles professionnels énumérés ci-après qui fournissent et interagissent avec les services, sont actuellement simplifiées dans les principaux rôles que voici :

Les responsabilités attendues pour chacun des rôles opérationnels ci-après qui fournissent des services ou interagissent avec des services sont actuellement simplifiées dans les principaux rôles que voici :

Administrateur ECCC – Comprend la ou les personnes compétentes qui agissent au nom de la ministre d'Environnement et Changement climatique Canada.

Détenteur de compte d'une installation assujettie – La personne responsable de l'installation assujettie qui a ouvert un compte dans le système de suivi ou quiconque agissant en leur nom.

Participants au marché autres que des installations – ECCC détermine toujours quels intervenants seront autorisés à ouvrir et à tenir un compte dans le système de suivi, mais cela peut comprendre des courtiers, des intervenants partenaires (p. ex., des représentants provinciaux et territoriaux) ou des organismes de vérification tiers.

Fournisseur de services – Les éventuels représentants du fournisseur ou d'autres fournisseurs de services qui pourraient prendre part à la solution. ECCC encourage les répondants à la DDR à partager les options de cette participation.

Services opérationnels à l'appui du système de suivi de la conformité

Au plus haut niveau, ECCC devra établir de nouveaux services opérationnels pour :

- l'émission des crédits;
- le virement des crédits entre comptes
- le suivi du crédit, y compris les mises à jour de l'état et son utilisation ((c.-à-d., suspension, révocation, retrait, annulation);
- le suivi et la gestion de la rémunération;
- la production de rapports et le registre public;
- la gestion des comptes.

Remarque: les crédits peuvent être des crédits excédentaires ou des crédits compensatoires (si la réglementation le permet) ou les deux.

Émission des crédits

L'administrateur d'ECCC doit être en mesure, au sein du système, de créer des crédits de différents types et émettre des crédits, de manière continue ou périodique, dans des comptes.

Dans le cadre de l'émission de crédits, le système doit garantir que les crédits sont identifiables de manière unique (c'est-à-dire des numéros de série uniques) et doit permettre de suivre le type d'unité, notamment:

- pour les crédits excédentaires, l'année de conformité pour laquelle l'unité a été émise, et
- pour les crédits compensatoires (si la réglementation le permet), la date de début du projet de compensation, l'année d'attribution des réductions ou absorptions de GES, le protocole de compensation utilisé, y compris le numéro de version et la date de publication, ainsi que le nom de l'organisme de vérification accrédité qui a vérifié les crédits.

Suivi des crédits

L'administrateur de l'ECCC doit pouvoir :

1. annuler les crédits sur demande;
2. suspendre des crédits;
3. révoquer des crédits;
4. restaurer des crédits suspendus;
5. retirer de la circulation des crédits remises;
6. collecter et signaler les frais de transaction fixés par règlement;
7. surveiller les activités frauduleuses;
8. être avisé lorsque des activités suspectes se produisent.

Les titulaires de comptes des installations assujetties doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. recevoir des crédits sur leur compte directement de l'administrateur ECCC ;
2. conserver / mettre en réserve des crédits d'une période de conformité à la suivante;
3. recevoir une notification lorsque les crédits sont émis;
4. transférer des crédits d'autres comptes au système de suivi;
5. demander à ECCC d'annuler leurs propres crédits;
6. remettre des crédits pour faire face à une obligation de compensation.

Les participants au marché autres que des installations doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. recevoir et détenir ou mettre en réserve des crédits;
2. transférer un certain nombre de crédits à d'autres participants au système de suivi;
3. demander à ECCC d'annuler des crédits;

Gestion de l'obligation de conformité

L'administrateur ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. suivre l'état de l'obligation d'indemnisation des installations assujetties (état : compensation suffisante ou compensation insuffisante);
 - a. accepter les crédits remises;
 - b. retirer les crédits remises;

- c. retirer le solde dû en crédits du compte d'installations assujetties après la date limite de compensation du taux à taux élevé.
2. s'assurer que la compensation est remise au bon taux;
3. prévoir une période pour rapprocher les renseignements sur la conformité dans le système de suivi;
4. mettre à jour l'obligation de compensation en suspens pour le titulaire du compte en fonction de la période;
5. déterminer l'obligation de compensation en suspens pour le titulaire du compte en fonction du paiement partiel;
6. facturer des frais d'exploitation configurables pour certains types de transferts d'unité de conformité;

En ce qui concerne le paiement de la redevance d'émission excédentaire, l'administrateur d'ECCC doit pouvoir:

7. recevoir la confirmation que le paiement de la taxe sur les émissions excédentaires a été effectué, la quantité du paiement et la date de paiement à partir des informations fournies par une installation assujettie;
8. télécharger les informations de l'ARC concernant les paiements de redevances sur les émissions excédentaires;
9. vérifier les points 7 et 8;

En ce qui concerne l'acceptation d'unités reconnues à titre d'indemnisation, l'administrateur d'ECCC doit pouvoir:

10. recevoir des informations indiquant que le crédit est utilisable (par exemple, valide)
11. recevoir des informations sur les détails de la retraite des unités reconnues, y compris:
 - (i) le nombre total d'unités reconnues remises,
 - (ii) le registre où les unités reconnues ont été remises,
 - (iii) la date de la transaction,
 - (iv) le numéro de transaction,
 - (v) les numéros de série des unités reconnues,
 - (vi) la date de début du projet de compensation,
 - (vii) l'année d'attribution des réductions ou absorptions de GES,
 - (viii) le protocole de décalage utilisé, y compris le numéro de version et la date de publication, et
 - (ix) nom de l'organisme de vérification agréé qui a vérifié les crédits.
12. télécharger les informations d'une autre juridiction sur le retrait d'unités reconnues.
13. vérifier les points 11 et 12

Les titulaires de comptes d'installations assujetties doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. remise de crédits excédentaires / crédits compensatoires (si la réglementation le permet)
2. fournir la preuve que les paiements des frais d'émissions excédentaires à l'ARC ont été effectués, et / ou
3. fournir la preuve que les unités reconnues (c.-à-d. Les crédits compensatoires provinciaux) ont été retirées du marché dans un registre de compensations provincial admissible.

NOTA : Le système de suivi du STFR ne peut accepter de paiement de la redevance d'émission excédentaire, cependant, la solution devra faire le suivi du paiement qui a été effectué. La solution devra également suivre les cas où une indemnité excédentaire a été versée à l'ARC.

NOTAS : Il est hors de portée du système de suivi STFR de transférer des crédits d'un système de compensation provincial au système de suivi STFR. Cependant, la solution devra vérifier que toutes les unités reconnues (c.-à-d. Les crédits compensatoires provinciaux) ont été retirées du système provincial et que les crédits n'ont été utilisés à aucune autre fin, sauf à des fins d'indemnisation au titre du système STFR.

Production de rapports et registre public

L'administrateur ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. déterminer quoi, quand et comment l'information qui sera mise à la disposition du public en ce qui concerne le statut et l'utilisation des crédits pouvant inclure la création d'un registre public qui pourrait comprendre (il reste à déterminer les exigences exactes en matière d'information sur ce qui sera mis à la disposition des divers rôles) :
 - le nombre de crédits remis pour respecter l'obligation compensatoire;
 - le type de crédits remis pour respecter l'obligation compensatoire (crédits excédentaires, crédits compensatoires);
 - le nombre de crédits remis, suspendues, transférées, révoquées, annulées ou expirées au cours d'une période donnée;
 - les crédits détenus par les parties participantes;
2. rendre compte de toutes les activités du système de suivi
3. rendre compte des crédits en fonction de l'information incluse, notamment :
 - l'identificateur unique;
 - le type;
 - la date d'émission;
 - l'année d'émission/date de début;
 - la date d'expiration;
 - l'installation à laquelle il a été délivré;
 - le statut;
 - l'historique des opérations;
 - le détenteur actuel de l'installation;
 - le détenteur actuel du compte;
4. rendre compte des activités des titulaires de comptes d'installations assujetties;
5. rendre compte des activités des participants au marché autres que des installations;
6. produire un rapport de vérification;
7. signaler tout cas de compensation insuffisante aux autorités d'application de la loi.

Gestion des comptes

L'administrateur ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. gérer les niveaux d'autorisation de la solution;

2. examiner et approuver l'ouverture de nouveaux comptes dans le système de suivi;
3. vérifier l'identification des titulaires de comptes d'installations assujetties et des participants autres que des installations;
4. effectuer une enquête de sécurité auprès des titulaires de comptes des installations assujetties et des titulaires de comptes des installations assujetties;
5. lier un compte à l'installation correspondante dans le système d'enregistrement du PDEGES ou du STFR existant d'ECCC;
6. surveiller les comptes et leurs activités;
7. recevoir des avis concernant des activités suspectes ou frauduleuses dans le système;
8. mettre à jour les obligations compensatoire;
9. approuver certaines activités d'échange dans un compte de suivi, s'il y a lieu;
10. percevoir des frais / paiements de service sur certains types d'opérations, si prescrit par la réglementation;
11. suspendre un compte de suivi;
12. activer un compte suspendu;
13. fermer un compte de suivi;
14. fournir des services de soutien des comptes aux utilisateurs de la solution.

Les titulaires de comptes des installations assujetties et les participants au marché autres que des installations doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. ouvrir des comptes dans le système de suivi de la conformité (il reste à déterminer si la solution privilégiée devrait faciliter le respect de l'obligation de conformité grâce à plusieurs types de comptes) - on cherche des répondants à la DDR pour suggérer des options;
2. administrer les comptes au sein de leur propre organisation;
3. mettre à jour les renseignements sur les comptes dans les 30 jours suivant un changement;
4. demander la fermeture d'un compte de suivi;
5. examiner les activités en temps réel.

Glossaire des termes du STFR

Annuler

En vertu de l'art. 180 (2) de la LTPGES, si un titulaire de compte demande l'annulation d'une unité de conformité, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique doit l'annuler. Une personne n'a pas le droit d'être indemnisée pour une unité de conformité suspendue, révoquée ou annulée.

Crédit compensatoire

Un **crédit compensatoire** est une unité de conformité émise par le ministre aux termes de la réglementation visée à l'article 195 de la LTPGES.

Crédits excédentaires

En vertu de l'article 175 de la loi, si une installation assujettie émet des gaz à effet de serre en quantité inférieure à la limite d'émission de gaz à effet de serre qui s'applique pendant une période de conformité, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique doit, conformément au règlement, à une personne responsable de l'installation assujettie, un nombre de crédits excédentaires égal à la différence entre cette limite, exprimée en d'éq. CO₂, et le nombre de tonnes d'éq. CO₂ émises.

Les **crédits excédentaires** sont un type d'unité de conformité qui peut être utilisé pour remplir une obligation de compensation en tout ou en partie.

Date limite de compensation au taux régulier

La date limite de la compensation à taux normal est la date de conformité fixée par la réglementation au cours de laquelle l'obligation de compensation doit être acquittée si elle est contractée au taux normal.

Date limite de la compensation à taux élevé

La date limite de la compensation à taux élevé est établie est une date fixée par la réglementation au cours de laquelle l'obligation de compensation du débiteur doit être respectée.

Émissions excédentaires

Les **émissions excédentaires** représentent la quantité de gaz mesurée en tonnes d'éq. CO₂ émises par une installation assujettie qui dépasse la limite des émissions de l'installation pour la période du rapport.

Installation assujettie

L'installation assujettie désigne une installation, y compris une plate-forme ancrée en mer, située dans une province ou une zone définie à la partie 2 de l'annexe 1 de la LTPGES et qui soit : (a) satisfait aux critères énoncés dans les règlements de cette province ou zone; ou (b) est désigné par le ministre en vertu du paragraphe 172 (1).

LTPGES

Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre (L.C. 2018, ch. 12, art. 186).

Ministre

Le mot **ministre** s'entend du ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Obligation compensatoire de conformité

L'**obligation compensatoire de conformité** est le montant de la compensation due par une personne responsable d'une installation assujettie lorsque les émissions de GES de cette installation dépassent sa limite d'émission de GES.

Participants au marché autres que des installations

Les participants au marché autres que des installations est une personne qui ouvre et gère un compte dans le système de suivi qui n'est pas responsable d'un établissement assujetti.

PDEGES

Programme de déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Personne responsable

Le propriétaire et/ou l'exploitant d'une exploitation assujettie.

Rapport d'installation

Le **rapport d'installation sur les émissions et la production** est le rapport annuel préparé et présenté par la personne responsable de l'installation assujettie, conformément à l'article 173 de la LTPGES, et à l'Arrêté sur la production de renseignements concernant les émissions de gaz à effet de serre. Le rapport indique la quantité d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation et la quantité de produit qui a été générée pendant la période de conformité.

Retirer

Conformément à l'art. 179 de la LPGC, une unité de conformité qui est remise en vertu de [l'article 174](#), de [l'alinéa 178 \(1\) a](#) ou du [paragraphe 181 \(2\)](#) ou qui est retirée en vertu de [l'article 182](#) ne doit pas être utilisée dans une transaction ultérieure et le ministre doit s'assurer: conformément à la réglementation, qu'il soit retiré de la circulation.

Révoquer

En vertu de l'art. 180 (1) le ministre de l'Environnement et du Changement climatique peut, conformément aux règlements, suspendre ou révoquer des unités de conformité.

Suspendre

En vertu de l'art. 180 (1) le ministre de l'Environnement et du Changement climatique peut, conformément aux règlements, suspendre ou révoquer des unités de conformité. Une personne n'a pas le droit d'être indemnisée pour une unité de conformité suspendue, révoquée ou annulée.

Taux élevé

Le taux élevé est quatre fois plus grand que le taux régulier, tant pour l'unité de conformité que pour le versement des redevances pour émissions excédentaires égal à quatre fois le taux de rémunération normal.

Taux régulier

Le **taux régulier** est une unité de conformité pour chaque tonne d'équivalent CO₂ émise au-delà de la limite d'émissions.

Tonnes d'éq. CO₂

La **tonne d'équivalent de dioxyde de carbone** est la mesure de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre qui a été convertie par le facteur de multiplication précisé dans la Loi.

Unité de conformité

Unité de conformité désigne un excédent de crédit émis en vertu de [l'article 175](#) ou de [l'alinéa 178 \(1\) b](#)) de la LTPGES, une unité ou un crédit reconnu en vertu des règlements comme une unité de conformité ou un crédit de compensation délivré en vertu des règlements.

Unité reconnue

Une **unité reconnue** est un crédit de compensation d'un système de compensation provincial qui répond aux critères d'admissibilité au système STFR.

Versement de redevance pour émissions excédentaires

Un **versement de redevance pour émissions excédentaires** est un paiement en espèces versé par une personne responsable à l'Agence du revenu du Canada pour compenser les émissions excédentaires d'une installation assujettie.

Verser

Le **versement** est le versement l'acte, d'unités de conformité pour remplir une obligation de compensation. Le ministre peut également exiger qu'une personne responsable verse des crédits excédentaires lorsque ces unités ont été émises par erreur ou qu'elles sont autrement invalides.

Annexe B – Exigences de haut niveau de la NCP (ébauche)

Objectifs :

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a besoin d'une solution pour faciliter et surveiller l'enregistrement, la production de rapports, la production de crédits et les opérations de crédit des parties réglementées (parties visées par une obligation et créateurs de crédits volontaires) qui participeront à la Norme sur les combustibles propres (NCP). La solution doit établir et maintenir un système qui :

1. permet aux parties visées par une obligation (fournisseurs principaux de combustibles fossiles), aux créateurs de crédits volontaires et des tiers d'enregistrer et de gérer des comptes bancaires;
2. permet aux parties visées par une obligation et aux créateurs de crédits volontaires de présenter des rapports trimestriels sur les opérations de combustibles et des rapports annuels de conformité portant notamment sur les volumes de combustibles produits, importés, exportés ou exclus (p. ex., utilisés comme matière première), l'identification des combustibles par catégorie (solide, liquide, gazeux), par type de combustible (voir le point 4) et la valeur de l'intensité en carbone attribuée à l'aide d'un outil d'analyse du cycle de vie qu'ECCC fournira;
3. permet aux parties réglementées de présenter, dans des rapports annuels de conformité, des détails sur les opérations de crédit pendant la période du rapport;
4. émet des unités de crédit (en tonnes d'équivalent CO₂) aux parties productrices de crédits pour la quantité d'émissions de gaz à effet de serre évitées pendant le cycle de vie grâce : a) à des projets de réduction des émissions; b) à la production ou à l'importation de combustibles à faible teneur en carbone; c) au remplacement de combustibles désignés pour l'utilisation finale, comme l'utilisation d'électricité dans les véhicules électriques;
5. calcule les dépassements de CO₂ des parties visées par une obligation (en tonnes d'équivalent CO₂) qui produisent ou importent des combustibles fossiles;
6. émet des crédits et assure un suivi du transfert, de la suspension, de la révocation et de l'annulation de ces crédits;
7. assure un suivi du retrait des crédits qui ont été utilisés pour compenser les dépassements de CO₂ à des fins de conformité;
8. permet aux parties réglementées de présenter des documents à l'appui, des rapports annuels et trimestriels, des états de vérification par des tiers et des rapports de vérification;
9. produit des rapports à l'intention d'ECCC et du public;
10. permet un rapprochement avec les partenaires commerciaux.

ECCC est à la recherche de renseignements et de suggestions sur la façon dont un outil (ou des outils) éventuel pourrait répondre à ses besoins.

Utilisateurs du système

Il se peut que six groupes d'utilisateurs du système interagissent avec le système :

Administrateur – Personne au sein de l'organisation d'une partie réglementée qui est désignée et autorisée par cette partie pour interagir avec le système selon le niveau d'autorité qui lui est attribué. Ses fonctions peuvent comprendre la création et l'activation de comptes d'utilisateurs, l'examen de

comptes, le téléchargement de données de rapports, la signature de rapports avant leur soumission, la présentation de rapports et la révision de rapports.

Facilitateur de crédit – Personne au sein de l’organisation d’une partie réglementée qui agit au nom de cette dernière et qui peut examiner des rapports et effectuer des transferts de crédits.

Participant tiers – Courtier ou revendeur tiers qui est autorisé à ouvrir et à tenir des comptes dans le système aux fins de l’activation et de l’exécution des transferts de crédits.

Vérificateur tiers – Vérificateur tiers accrédité qui examine chaque année les rapports sur les opérations de combustibles et qui doit avoir accès aux données sur l’enregistrement, la production de rapports et le suivi des organisations qu’il représente.

Environnement et Changement climatique Canada – ECCC exigera l’accès au système à des fins de vérification de la conformité, d’administration et de production de rapports, y compris l’accès aux rapports, aux données ou aux documents téléchargeables. ECCC est ultimement propriétaire des données une fois qu’elles sont soumises dans le système.

Public – Le public aura accès à certaines données agrégées, comme le volume des échanges de crédits et, éventuellement, le prix des crédits.

Fournisseur de service – Comprend des représentants potentiels du vendeur ou d’autres fournisseurs de services qui pourraient participer à la mise à jour et à la modification de la solution, au besoin. ECCC encourage les répondants à la DDR à partager des options à cet égard.

Services opérationnels fournis par le système

La solution de TI fournira les services suivants aux parties (énumérées ci-dessous) qui interagiront avec le système :

- l’enregistrement;
- la production de rapports;
- l’émission de crédits;
- le suivi des opérations de crédit;
- la gestion de l’obligation de conformité;
- le registre public;
- la gestion des comptes.

Enregistrement

Les administrateurs doivent être en mesure de faire ce qui suit :

11. enregistrer l’organisation qu’ils représentent, y compris les données et le rôle de base de l’entreprise ou de l’installation (fournisseur principal de combustibles fossiles, créateur de crédits ou tiers participant) et les types de combustibles;
12. désigner d’autres utilisateurs au sein de leur entreprise, au besoin;
13. transférer la capacité de créateur de crédit d’un producteur de combustible renouvelable ou à faible émission de carbone à une partie en aval qui acquiert son carburant moyennant un accord, si le règlement le permet (à déterminer).

Les facilitateurs de crédits et les vérificateurs tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. consulter les détails de l’enregistrement des installations qu’ils représentent.

Les courtiers et revendeurs doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. s'inscrire dans le système et consulter des détails de l'enregistrement des installations qu'ils représentent.

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. approuver les enregistrements;
2. consulter les détails sur l'enregistrement de toutes les parties.

Production de rapports

Les administrateurs doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. télécharger les données des rapports et les soumettre (s'ils y sont autorisés);
2. apporter des corrections dans le délai prescrit.

Les facilitateurs de crédits doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. examiner les rapports des entreprises qu'ils représentent.

Les vérificateurs tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. examiner les rapports des entreprises qu'ils représentent.

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. consulter les rapports de toutes les parties et les états de vérification, les rapports vérifiés et les corrections d'erreur.

Le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. calculer les crédits et les dépassements de CO₂ en fonction des données des rapports présentés (p. ex., volumes de combustible, énergie provenant des combustibles et intensité en carbone).

Émission de crédits

Le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. mettre des crédits à l'intérieur des différentes catégories de combustibles (solides, liquides, gazeux) pour les projets de réduction des émissions, la production et l'importation de combustibles renouvelables ou certains types précis de remplacement de combustibles pour l'utilisation finale, comme l'électricité pour les véhicules électriques;
2. attribuer un numéro de série unique aux crédits, comme le précise ECCC;
3. obtenir l'approbation officielle d'ECCC pour émettre des unités de crédit, au besoin, avant que les créateurs de crédits ne les reçoivent dans leurs comptes.

Les facilitateurs de crédit doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. être avisé lorsque des crédits sont émis;

Les vérificateurs tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. consulter les crédits émis accumulés dans les comptes des entreprises qu'ils représentent.

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. voir les crédits émis et les crédits accumulés dans les comptes des utilisateurs, au besoin.

Suivi des opérations de crédit

Pour chaque type de crédit, le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. faciliter et suivre tous les transferts de crédits entre les parties;
2. révoquer les crédits ou les mettre en attente à la demande d'ECCC;
3. rétablir les crédits qui ont été mis en attente;
4. retirer de circulation les crédits qui ont été utilisés pour respecter les obligations de conformité;
5. retirer les unités de crédit périmées de la circulation, si des limites d'expiration sont imposées aux crédits;
6. prévenir et déceler les activités frauduleuses; aviser ECCC lorsqu'il y a des activités suspectes;
7. maintenir le solde des crédits dans les comptes des utilisateurs.

Les administrateurs, facilitateurs de crédits et les parties tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. sélectionner un bénéficiaire de leurs crédits;
2. si une fonction de vente aux enchères est offerte, faire savoir que des crédits sont disponibles pour la vente aux enchères ou que des crédits sont demandés pour l'achat (les opérations financières réelles sont traitées à l'extérieur du système);
3. transférer des crédits à d'autres utilisateurs du système;
4. accepter de recevoir des crédits.

Les vérificateurs tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. voir les opérations de crédit des entreprises qu'ils représentent.

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. voir toutes les opérations de crédit, au besoin.

Le public doit être en mesure de faire ce qui suit (à déterminer) :

1. voir certaines données agrégées d'échange des crédits, tel que déterminé par ECCC.

Gestion de l'obligation de conformité

Le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. retirer des crédits dès qu'ils ont été utilisés pour assurer la conformité;
2. calculer tout report prospectif de dépassement de CO₂ à l'année suivante et calculer les intérêts et l'ajouter au solde pour les parties visées par une obligation;
3. aviser ECCC de la non-conformité présumée.

Les administrateurs ou facilitateurs de crédit qui agissent au nom des parties visées par une obligation doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. voir l'obligation de conformité de la partie visée par l'obligation qu'ils représentent;
2. utiliser les crédits pour assurer la conformité et confirmer que le système a retiré ces crédits;
3. voir le solde à jour pour une période donnée.

Les vérificateurs tiers doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. examiner les rapports et la comptabilité de conformité des entreprises qu'ils représentent.

NOTA : Le système ne peut pas accepter de paiements pour des opérations de crédits.

Accès du public au registre

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. déterminer quelles données agrégées sont offertes au public dans un registre public qui peut comprendre les éléments suivants, qu'il reste à déterminer :
 - le nombre d'unités de crédit retirées, suspendues, transférées, révoquées ou expirées au cours d'une période donnée;
 - la catégorie et le type de crédits créés et transférés à partir de l'amélioration des processus, de la production et de l'importation de combustibles renouvelables, du remplacement de combustibles pour l'utilisation finale;
 - la valeur des crédits transférés récemment.

Le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. rendre compte au public des activités effectuées dans le système de suivi, tel que déterminé par ECCC.

Gestion des comptes

ECCC doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. désigner les administrateurs d'ECCC qui auront un accès sécurisé au système;
2. examiner et approuver l'ouverture de nouveaux comptes;
3. vérifier l'identité de l'utilisateur;
4. appliquer le filtrage de sécurité, au besoin, aux parties réglementées;
5. surveiller les comptes et leurs activités;
6. évaluer les facteurs de risque du système;
7. recevoir des avis d'activités suspectes ou présumées frauduleuses dans le système;
8. mettre à jour les soldes de dépassement des crédits ou du CO₂ dans les comptes, au besoin;
9. approuver certaines activités d'échange dans un compte, le cas échéant;
10. suspendre un compte;
11. activer un compte suspendu;
12. fermer un compte.

Le système doit être en mesure de faire ce qui suit :

1. fournir l'une ou l'autre des activités de gestion de compte susmentionnées, comme l'exige ECCC;
2. fournir des services de soutien des comptes à ECCC et aux utilisateurs du système.

Les administrateurs, les facilitateurs de crédits et les parties tiers, les courtiers et revendeurs doivent être en mesure de faire ce qui suit :

1. ouvrir, administrer et tenir des comptes dans le système;
2. mettre à jour les renseignements dans les comptes;
3. demander la fermeture des comptes;
4. surveiller les comptes et les activités en temps réel, selon leur niveau d'autorisation.

Glossaire des termes du NCP

Administrateur

L'administrateur est une personne au sein de l'organisation d'une partie réglementée qui est désignée et autorisée par cette partie à interagir avec le système en fonction du niveau d'autorité qui lui est attribué - leurs fonctions peuvent inclure la création et l'activation de comptes d'utilisateurs et le téléchargement de données. Les administrateurs ayant le pouvoir de signature peuvent également présenter des rapports, effectuer des transferts de crédits et consulter les activités de transfert de crédits, accéder au solde des crédits de l'organisation et sélectionner ou autoriser les courtiers ou revendeurs à les représenter.

Annuler

L'annulation est l'acte dans le cycle de vie d'un crédit lorsqu'un crédit est supprimé d'un compte et que le crédit ne circule plus. L'unité de crédit annulée n'est plus disponible pour d'autres transactions.

L'**annulation** est l'acte, pendant le cycle de vie d'un crédit, par lequel un crédit est retiré d'un compte et n'est plus en circulation. L'unité de crédit annulée n'est plus disponible pour d'autres opérations.

Courtier

Un **courtier ou revendeur** est un tiers utilisateur inscrit dans le système en ligne qui facilite le transfert des crédits entre des parties réglementées. Les courtiers ne peuvent pas posséder de crédits, uniquement les transférer, tandis que les revendeurs peuvent posséder des crédits, les acquérir et les transférer.

Créateur de crédits

Un **créateur de crédits** est une partie à la réglementation qui entreprend des activités produisant des crédits, par des mesures comprenant des projets de réduction des émissions, la production ou l'importation de combustibles renouvelables, ou le remplacement de certains types de combustibles pour l'utilisation finale (p. ex., électricité pour les véhicules électriques). Les créateurs de crédits peuvent être des **fournisseurs principaux de combustibles fossiles** ou des **créateurs de crédits volontaires**.

Crédits

Les **crédits** sont calculés en tonnes métriques d'équivalent de dioxyde de carbone (éq. CO₂) et sont générés par : a) les projets de réduction des émissions; b) l'importation ou la production de combustibles dont l'intensité en carbone (IC) est inférieure à la valeur d'intensité de carbone de référence cible de la catégorie de la NCP cible pour la période de conformité; c) le remplacement de certains types de combustibles pour l'utilisation finale, comme l'utilisation d'électricité dans les véhicules électriques.

Dépassements CO₂

Les dépassements de CO₂ sont calculés en unités de tonnes métriques en dioxyde de carbone équivalent (CO₂e) et sont déterminés par rapport à une norme d'intensité maximale du carbone du NCP pour un flux de carburant spécifique (gazeux, liquide, solide) au cours d'une année donnée. Les combustibles fossiles produits ou importés par des parties réglementées avec un IC supérieur à la norme maximale pour la période de conformité généreront des dépassements de CO₂.

Facilitateur de crédit

Le **facilitateur de crédit** est un utilisateur du système NCP désigné par l'organisation d'une partie réglementée qui peut initier et effectuer des transferts de crédits au nom de cette dernière.

Intensité de carbone

L'intensité de carbone (IC) désigne la quantité d'émissions du cycle de vie de gaz à effet de serre par unité d'énergie du carburant exprimée en grammes en dioxyde de carbone équivalent (CO₂e) par mégajoule (gCO₂e / MJ).

Partie réglementée

La **partie réglementée** est une partie à la Norme sur les combustibles propres qui est assujettie à ses règles, y compris les fournisseurs principaux de combustibles fossiles et les créateurs de crédits volontaires et les parties tiers qui participent au système de crédit.

Partie visée par une obligation

Une **partie visée par une obligation** est toute partie qui est assujettie aux exigences en matière de réduction de l'intensité en carbone de la Norme sur les combustibles propres. Il s'agit des fournisseurs principaux de combustibles fossiles qui produisent ou importent des combustibles fossiles.

Rapport annuel

Le **rapport annuel de conformité** est le rapport annuel préparé et soumis par le titulaire du compte au nom d'une partie réglementée.

Rapport trimestriel

Le **rapport trimestriel sur les opérations de combustibles** est le rapport trimestriel préparé et présenté par l'administrateur représentant un créateur de crédits, mais non vérifié par un vérificateur tiers. Le rapport fait état de l'intensité en carbone de chaque combustible produit et de la quantité de combustible produite pendant la période de conformité. Le rapport comprend également toutes les opérations de combustibles et les crédits créés et/ou échangés.

Registre public

Le **registre public** renvoie à la partie du système de suivi accessible au public, qui présente des données agrégées sur les crédits et les dépassements de CO₂ et d'autres renseignements déterminés par ECCC.

Retrait

Le **retrait** est l'acte, pendant le cycle de vie d'un crédit, par lequel un crédit utilisé à des fins de conformité n'est plus en circulation et n'est plus disponible pour d'autres opérations.

Suspension

La **suspension** est l'acte, pendant le cycle de vie d'une unité de crédit, par lequel un crédit actif n'est temporairement pas disponible en vue d'être mis en circulation ou d'une autre opération.

Vérificateurs tiers

Les **vérificateurs tiers** seront accrédités - Ils vérifient et attestent les renseignements déclarés par les parties réglementées.
